

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL FRANCE

Immeuble Cezanne - 6 rue André Campra
93200 Saint-Denis

Références : -
Code AIOT : 0007000955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté Site de Mardyck - 3801 route de Spycker CS 80129 59792 Grande-Synthe. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Site de Mardyck - 3801 route de Spycker CS 80129 59792 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007000955

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Mardyck de la société ARCELORMITTAL FRANCE est une usine de laminage à froid qui reçoit les bobines (coils) laminées à chaud de l'usine de Dunkerque. Le site de Mardyck destine principalement ses produits au marché de l'automobile (65% de la production). L'usine expédie également ses produits à d'autres utilisateurs (tubistes, fabricants de biens de consommation...). Les principaux produits sont : tôles de grande largeur pour l'industrie automobile (1900 mm), produits galvanisés pour automobile (Extragal et Galvallia), produits décapés pour pièces visibles, refendage de coils à chaud (décapés ou non) de 1,8 à 15 mm d'épaisseur, barres droites (décapées ou non) de 2 à 12,7 mm. L'usine se compose des unités suivantes : l'unité de production amont qui comprend le décapage 1, le décapage 2, le laminoir 5 cages, la rectification des cylindres, le service énergie et le traitement des eaux, la régénération chlorhydrique, l'unité de production Revêtement comportant les deux lignes de la galvanisation (Galma 1 et Galma 2), l'unité de production Finissage avec la ligne d'inspection et de refendage, la ligne d'inspection verticale, le service parachèvement et logistique, l'unité de production Centre de Service Usine. En 2023, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de construire et d'exploiter 5 nouvelles lignes de production des aciers électriques pour une capacité annuelle de 200 000 tonnes. Le projet appelé "aciéries électriques" sera composé de nouvelles installations : • 5 lignes de production prenant place dans les halles au nord-ouest du site, et stockage de substances associées (soude, acide chlorhydrique, huile de laminage, bois et carton) ; • une ligne dédiée au recuit-décapage (ligne «APL: Annealing and Pickling») ; • une ligne dédiée au laminoir réversible (ligne «REV») ; • une ligne dédiée à la préparation (ligne «PREP») ; • une ligne dédiée au recuit continu et vernissage (ligne «ACL: Annealing and Varnishing») ; • une ligne dédiée à l'inspection et refendage (ligne «Slitting»). L'ensemble des activités du site, comprenant celles de l'aciérie électrique sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les ICPE, et sont réglementées par un arrêté préfectoral du 21/07/2023. Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED), notamment pour son activité de traitement de surface de métaux, mais il n'est pas classé SEVESO seuil haut ni SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesures	article 4	
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé trois campagnes de prélèvements successives, les 15/02/2024, 14/03/2024 et 11/04/2024 afin de surveiller la présence de substances PFAS dans les eaux pluviales et les eaux usées.

Les résultats montrent l'absence de 28 PFAS dans les rejets des eaux industrielles et pluviales, avec des limites de quantification respectées.

Par contre, ils indiquent la présence d'AOF, indicateur des PFAS (autres que les 28 PFAS), dans les rejets des eaux industrielles et des eaux pluviales.

Pour les eaux industrielles, l'exploitant indique que leur présence semble provenir de l'eau brute prélevée dans le canal de Bourbourg qui contient également des AOF.

Pour les eaux pluviales, leur origine n'est pas déterminée.

L'exploitant doit poursuivre ses investigations. Pour ce faire, il prévoit des prélèvements supplémentaires dans le réseaux d'eaux pluviales pour cartographier les zones les plus impactées et analysera également les eaux de pluie directement recueillies. Il a également demandé à la société voisine Nord Chrome, qui rejette ses eaux pluviales et ses usées domestiques dans le réseau d'Arcelor Mardyck, de procéder au contrôle des PFAS dans ses propres rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de la liste des PFAS spécifiques présentes dans l'établissement, mais il possède la liste des 28 substances PFAS à rechercher, conformément à l'arrêté ministériel du</p>

20/06/2023.

Afin de se conformer à cet article, l'exploitant a mené une recherche des substances PFAS susceptibles d'être utilisées, produites, traitées ou rejetées par ses installations, en s'appuyant sur les numéros CAS des 28 substances PFAS. Cette recherche a révélé que le site de Mardyck n'utilise, ni ne produit de produits contenant des molécules PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant est concerné par la troisième vague de campagnes, dont la première doit être réalisée dans un délai de 9 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023, soit au plus tard le 20 mars 2024.

Les campagnes d'analyse ont bien été menées successivement les 15/02/2024, 14/03/2024, et 11/04/2024. Elles portaient à la fois sur le rejet des eaux industrielles et sur le rejet des eaux pluviales.

Dans le cadre de ces campagnes, l'exploitant a recherché les 28 substances, incluant les 20 PFAS obligatoires, le paramètre AOF, et les 8 autres PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

<p>Les prélèvements ont été réalisés par l'entité "Les Préleveurs Indépendants", et les analyses ont été effectuées par le laboratoire EUROFINs. Les deux sociétés sont accréditées par le COFRAC. Les 20 PFAS obligatoires ont été analysés sous accréditation, conformément aux rapports d'analyse.</p> <p>Cependant, les 8 autres PFAS n'ont pas été analysés sous accréditation.</p> <p>Il convient de préciser que l'accréditation couvre uniquement les 20 PFAS obligatoires, comme stipulé dans l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le rapport, il est indiqué que les campagnes menées sur le rejet des eaux industrielles ont été effectuées par échantillonnage sur une durée de 24 heures.</p> <p>En ce qui concerne les eaux pluviales, un prélèvement ponctuel a été réalisé pour chaque campagne de mesure.</p> <p>Pour les eaux industrielles, les prélèvements ont été effectués dans des conditions représentatives de l'activité, sans interruption ni opérations de maintenance pendant la période de prélèvement.</p> <p>La société "Les Préleveurs Indépendants" a installé son propre matériel de prélèvement afin d'éviter toute contamination des échantillons.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100</p>

ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les résultats des campagnes de mesure sont présentés ci-dessous :

Pour le rejets des eaux industrielles :

	15/02/2024	14/03/2024	11/04/2024	unité
IXWBC : Organo F l u o r é s Absorbables (AOF)	34	4	3,1	µg/l
IXPFA : Somme des composés perfluorés (20)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l
IXPF9: Somme des composés perfluorés (28)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l

Pour les eaux pluviales :

	15/02/2024	14/03/2024	11/04/2024	unité
IXWBC : Organo F l u o r é s Absorbables (AOF)	4,1	<2	2,4	µg/l
IXPFA : Somme des composés perfluorés (20)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l
IXPF9: Somme des composés perfluorés (28)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l

Les résultats montrent l'absence des 28 PFAS dans les rejets des eaux industrielles et des eaux pluviales. Les limites de quantifications sont bien respectées.

Néanmoins, les résultats indiquent la présence d'AOF, indicateur de PFAS, à des concentrations variables dans les eaux usées et les eaux pluviales. L'exploitant indique que l'origine des AOF dans les eaux industrielles provient de l'eau brute prélevée dans le canal de Bourbourg. Les analyses réalisées sur ces eaux montrent sensiblement les mêmes ordres de grandeur en concentration d'AOF que dans les eaux industrielles, sauf pour le premier prélèvement.

Résultats d'analyses des eaux brutes :

	15/02/2024	14/03/2024	11/04/2024	unité
IXWBC : Organo F l u o r é s Absorbables (AOF)	13	3	<2	µg/l
IXPFA : Somme des composés perfluorés (20)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l
IXPF9: Somme des composés perfluorés (28)	<0,10	<0,10	<0,10	µg/l

Quant aux eaux pluviales, l'exploitant poursuit ses investigations pour comprendre leur origine.

De ce fait, l'exploitant prévoit des prélèvements à plusieurs points différents au niveau du réseau d'eaux pluviales. L'analyse de la concentration en AOF permettra de cartographier les zones où les concentrations en AOF sont plus élevées ou non. L'exploitant s'interroge également sur la qualité de l'eau de pluie arrivant directement sur son site, qui pourrait être déjà polluée en PFAS. Pour ce faire, il souhaite, via un laboratoire accrédité, installer un flacon pour recueillir directement les eaux de pluie, en vue de leur analyse.

Dans le cadre de ses recherches, l'exploitant envisage de réaliser trimestriellement l'analyse des PFAS sur ces eaux de pluie, en les intégrant dans son programme d'autosurveillance.

L'inspection propose d'acter prochainement cette surveillance par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, il indique, dans son courrier du 9 octobre, que la société voisine NORD CHROME rejette ses eaux usées domestiques et ses eaux pluviales dans son réseau avant rejet au canal de Bourbourg après passage dans le bassin de décantation. L'exploitant a demandé à la société Nord Chrome de réaliser des mesures d'AOF sur ses eaux de rejet afin d'identifier une potentielle source d'AOF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir un rapport à l'inspection, dans un délai d'un an, présentant les conclusions de ces investigations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les campagnes des mois de février, de mars et d'avril 2024 ont bien été saisies sur GIDAF dans les délais.

Type de suites proposées : Sans suite